

Ms McDonald: I have been trying to get a house for a year and a half. Yes, there is a demand for some houses, but I can't get a house. I have been living with my sister-in-law since I moved here. I keep phoning them and reapplying, and I don't know what the delay is.

The Chairman: How many homes are there here, and how many are on your waiting list?

Mayor Nelson: I don't know. A lot of people want housing but are reluctant to apply for it.

Ms McDonald: There is no use; you don't get a home.

The Chairman: But if you don't ask, you won't get one.

Ms McDonald: Yes, that is true.

The Chairman: Perhaps a better question to ask is how one gets a house here. How do you, Your Worship, provide a person with a house?

Mayor Nelson: I have not been able to provide anybody with a house. Every time housing people come up, I tell them we need housing here, but they always tell me that we need numbers and a list of names to show how many people lack houses. They need applications to be filled out, but these applications scare people off, too, because they ask so many questions. Some people don't have jobs and the application asks for the amount of their earnings, so it scares some people off, just looking at those applications.

A voice: They think they do not qualify right away.

Mr. Cote: But that should not be viewed as such. You should still take the application, whether they are working or not.

Mayor Nelson: That is what we tell them.

Mr. Cote: Housing is a right of all Canadians, and that is what we are telling the government. For Indian people we say housing is a treaty right, but for other Canadians, according to the Constitution, everybody is entitled to housing. I say that to this community here.

So take your application and make a list. If you need 50 or 40 houses, take the applications to the department here, to whoever looks after this community or whoever is responsible. If it is the provincial government, take the list there.

The Chairman: Without a list, they're saying there is no housing problem.

Mr. Cote: No problem—that is the way they view it.

Mr. Funk: People are scared off from putting their names on those lists, both by the application form and by the story you tell about paying for 10 or 15 years, then being told you need to put in \$50,000 to buy something that's falling down.

The Chairman: You have to start some place. I rented my first house, too, but I had a job.

Ms McDonald: Well, right now I have a job for another couple of weeks, tearing down these houses. Then, after that, what's a person to do? There is nothing.

Mme McDonald: J'essaie d'obtenir une maison depuis un an et demi. La demande est supérieure à l'offre. Depuis que j'ai déménagé ici, je vis avec ma belle-soeur. Je téléphone sans cesse pour réclamer une maison, mais je ne réussis pas à en avoir. Je ne sais pas pourquoi.

Le président: Combien y a-t-il de maisons ici, et combien y a-t-il de noms sur la liste d'attente?

Mme Nelson: Je ne sais pas. Beaucoup de gens aimeraient avoir une maison, mais ils hésitent à présenter une demande.

Mme McDonald: Parce que cela ne sert à rien.

Le président: Mais s'ils n'en demandent pas, ils ne risquent pas d'en obtenir.

Mme McDonald: Oui, c'est vrai.

Le président: Peut-être devrions-nous demander comment on fait pour obtenir une maison ici. Comment pouvez-vous donner une maison à quelqu'un, votre honneur?

Mme Nelson: Je n'ai réussi à donner de maison à personne. Chaque fois que les responsables du logement viennent ici, je leur dis que nous avons besoin de nouveaux logements, mais ils me répondent toujours que je dois leur donner des chiffres précis et la liste de noms des personnes qui n'ont pas de maison. Ils disent que les gens doivent remplir une demande, mais il y a tellement de questions sur les formulaires que les gens ne veulent pas les remplir. Par exemple, on demande aux gens d'indiquer quels sont leurs revenus. Pour ceux qui n'ont pas d'emploi, c'est une question qui fait peur.

Une voix: Quand ils voient cette question, ils se disent immédiatement qu'ils ne seront pas admissibles.

M. Cote: Mais ils se trompent. Ils devraient quand même remplir la demande et voir ce que cela donne.

Mme Nelson: C'est ce que nous leur disons.

M. Cote: Le logement est un droit pour tous les Canadiens, et c'est ce que nous disons au gouvernement. Pour les Indiens, le logement est un droit issu des traités; pour les autres Canadiens, c'est un droit issu de la Constitution. C'est ce que je dis dans cette communauté.

Vous devriez donc faire remplir les formulaires et dresser votre liste. Si vous avez besoin de 40 ou de 50 maisons, adressez-vous au ministère concerné pour obtenir satisfaction. Si c'est le gouvernement provincial qui est responsable, donnez-lui la liste.

Le président: Si les gens du gouvernement n'ont pas de liste, ils vous diront qu'il n'y a pas de problème de logement.

M. Cote: Exactement. C'est comme cela qu'ils réagissent.

M. Funk: Mais les gens ont peur de mettre leur nom sur ces listes, ou de remplir les formulaires, parce qu'ils ont peur de devoir payer pendant 10 ou 15 ans, comme vous le disiez tout à l'heure, et de devoir payer 50,000\$ pour quelque chose qui va s'effondrer.

Le président: Mais il faut commencer quelque part. Quand j'ai eu mon premier logement, je l'ai loué, mais, c'est vrai, j'avais un emploi.

Mme McDonald: Pour le moment, j'ai encore un emploi pendant quelques semaines, puisque je participe à la démolition de ces maisons. Après cela, que vais-je faire? Il n'y a rien d'autre.